

INSTITUT DE FORMATION  
ET DE RECHERCHE DEMOGRAPHIQUES  
(I.F.O.R.D.)

CONCOURS DE RECRUTEMENT

EPREUVE DE CULTURE GENERALE  
(Concours A & B)

Durée : 4 heures

Documents non autorisés  
*Traiter un sujet au choix*

Sujet 1

Les droits de l'homme et le développement humain partagent une conception et un objectif communs. Qu'en pensez-vous ? Illustrez votre point de vue.

Sujet 2

Partagez-vous la position suivante du Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) :

« En réduisant l'inégalité entre les sexes, on peut accélérer la croissance économique et agir avec force sur la pauvreté » ?

Sujet 3

Le texte qui suit est l'œuvre d'un certain Peter Martin, rédacteur en chef de l'édition internationale du quotidien américain *Financial Times*. Il nous présente une certaine vision de la mondialisation. Qu'est-ce qu'il ne nous dit pas ?

**Une obligation morale**

Les débats sur la mondialisation se polarisent généralement sur ses enjeux économiques. Je voudrais, pour ma part, mettre en avant les arguments profondément moraux qui plaident en sa faveur, et que l'on peut résumer en une phrase : l'intégration accélérée de sociétés autrefois marginalisées est la meilleure chose qui soit arrivée du vivant de la génération d'après-guerre.

La mondialisation constitue une authentique collaboration par-delà des frontières, des sociétés et des cultures, contrairement aux collaborations factices des dialogues Nord-Sud et des élites bureaucratiques. Non seulement elle a sapé les fondations de l'empire du mal soviétique, mais elle est en train d'en faire autant en Chine. Même sans ces effets politiques directs, ses vertus auraient été extraordinaires : elle a provoqué une énorme amélioration du bonheur humain dans les sociétés ayant su saisir les chances qu'elle offre.

Cette transformation produira les effets exactement inverses de ceux invoqués par les gens qui, à gauche, en font le procès. Sous son impulsion, le pouvoir se déplacera irrésistiblement des pays développés vers le reste du monde. C'est le désir d'empêcher à tout prix ce transfert qui sous-tend la vision du monde des critiques de la mondialisation. Leurs arguments, de mon point de vue, reposent sur un désir viscéral de préserver le statu quo et de pérenniser l'hégémonie de leur idéologie profondément conservatrice.

Je considère que les positions hostiles à la mondialisation sont profondément immorales, en ce qu'elles prétendent refouler les aspirations du tiers-monde pour préserver les avantages d'un modèle particulier du travail en Occident. On nous rétorque que la mondialisation produit beaucoup plus de perdants que de gagnants. Cela est tout simplement inexact, en termes aussi bien relatifs qu'absolus, comme le démontrera toute étude statistique économique sur la période d'après-guerre.

Les critiques les plus raffinés admettent que des millions d'emplois ont été créés. Mais, disent-ils, il ne s'agit pas de véritables emplois, mais d'une exploitation éhontée de la main-d'oeuvre. Allez dire cela aux travailleurs bien formés de Hongkong, de Singapour, de Malaisie, de Thaïlande, aux ouvriers de l'électronique d'Acer, aux ouvriers de l'automobile de Daewoo. Allez dire cela aux travailleurs de la Chine méridionale qui ont échappé à la vie misérable et éreintante des campagnes et qui avancent - effectivement dans les meilleures conditions de travail - vers une authentique prospérité et une authentique autonomie de vie.

Les aspirations des pauvres du tiers-monde, leur désir de richesse, de prospérité et de liberté ne remplissent de joie. Que vont leur dire ceux qui dénigrent la mondialisation ? Qu'ils n'ont pas le droit de choisir leur avenir parce que nous, les Européens, ne sommes pas capables de nous adapter assez vite pour le leur permettre ? Où est la morale dans cette affaire ? Il est possible de sortir de la mondialisation, mais le prix à payer n'est pas uniquement économique. Il est aussi politique, car la prétention de la contenir conduit à une inévitable extension des pouvoirs de l'Etat et à la perte de la liberté individuelle. Elle passe par la répression des désirs naturels des individus et par un maquis toujours plus dense de réglementation, de législation, de criminalisation de l'activité économique naturelle et de politisation des décisions quotidiennes. Nous avons bien connu tout cela dans beaucoup de pays européens au cours des vingt ou trente dernières années. Sortir de la mondialisation se traduirait par une remise en question fondamentale des droits démocratiques, en particulier de ce droit précieux entre tous : celui de vaquer en paix à ses occupations.

La liberté de choisir entre une trentaine de céréales différentes pour le petit déjeuner est-elle une liberté qui compte ? C'est là une question d'opinion. Ce qui ne l'est pas, en revanche, parce que corroboré par d'amères expériences, c'est que l'extension du pouvoir de l'Etat - indispensable pour éliminer les possibilités de choix trans-frontières offertes par la mondialisation - est néfaste et profondément antidémocratique.

On dit parfois que le libre-échange doit être subordonné à des valeurs plus importantes. Mais y a-t-il valeur plus importante que celle de tirer des milliards de gens de la pauvreté, de créer des opportunités de choix et de développement personnel et de renforcer la démocratie partout dans le monde ? L'économie libérale de marché est par nature globale. Elle constitue ce qu'il y a de plus achevé dans l'aventure humaine. Nous devrions être fiers, individuellement et collectivement, d'avoir contribué à la construire par notre travail et par nos votes.